

**Doc. 15289**  
18 mai 2021

## La répression transnationale, une menace croissante pour l'État de droit et les droits de l'homme

### Proposition de résolution

déposée par Mme Olena KHOMENKO et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

En 2018, la série tragique d'événements survenus à Salisbury a révélé l'arsenal meurtrier déployé par les régimes autoritaires pour persécuter ses ressortissants à l'étranger et son impact nocif sur l'État de droit. Le terme «répression transnationale» désigne les actions autorisées par les gouvernements et leurs services de sécurité et de renseignement à l'encontre de leurs ressortissants, adversaires politiques, défenseurs de la société civile et journalistes, qui résident à l'étranger.

Ces actes de répression extraterritoriaux étaient connus auparavant. Cependant, avec le processus de mondialisation et de numérisation, ces actions sont passées à un autre niveau. Depuis 2014, les ONG qui défendent les droits de l'homme ont signalé plus de 600 cas de répressions transnationales qui comprennent des assassinats, des violences, des disparitions, des enlèvements forcés et des actions de déstabilisation des communautés exilées à l'étranger.

La nouvelle répression transnationale se déroule plus ouvertement dans un environnement international où les normes démocratiques libérales s'affaiblissent. Les autocrates coopèrent activement les uns avec les autres et apprennent à utiliser avec succès les outils TIC et à détourner les institutions internationales pour éviter tout contrôle international et d'avoir à rendre des comptes pour des violations des droits de l'homme. Il arrive fréquemment que les services de sécurité d'un pays d'accueil et d'un pays d'origine coopèrent pour refuser aux exilés la procédure régulière qui leur permettrait de bénéficier de l'asile politique. Le fait que des pays puissent abuser de leur accès à Interpol pour émettre de fausses notices dans le but de réprimer la dissidence contre leur régime est consternant.

La répression transnationale est une menace pour la démocratie et les droits de l'homme qui prend de l'ampleur. Les régimes autoritaires développent de nouveaux outils de répression. C'est pourquoi l'Assemblée parlementaire doit étudier attentivement ce phénomène et les conséquences de ces méthodes de dissuasion pour le Conseil de l'Europe et ses Etats membres, et appeler à mettre fin à ces pratiques.

*Signé (voir au verso)*



Signé<sup>1</sup>:

KHOMENKO Olena, Ukraine, CE/AD  
ÅBERG Boriana, Suède, PPE/DC  
BARDINA Maryna, Ukraine, ADLE  
BILOZIR Larysa, Ukraine, PPE/DC  
GONCHARENKO Oleksii, Ukraine, CE/AD  
KALCHENKO Serhii, Ukraine, CE/AD  
KERN Claude, France, ADLE  
KOVALCHUK Oleksandr, Ukraine, ADLE  
KRAVCHUK Yevheniia, Ukraine, ADLE  
LUBINETS Dmytro, Ukraine, PPE/DC  
LYDEKA Arminas, Lituanie, ADLE  
MEREZHKO Oleksandr, Ukraine, SOC  
MEZENTSEVA Mariia, Ukraine, PPE/DC  
MULARCZYK Arkadiusz, Pologne, CE/AD  
NATALUKHA Dmytro, Ukraine, CE/AD  
OVCHYNNYKOVA Yuliia, Ukraine, ADLE  
RAMPI Roberto, Italie, SOC  
SONIK Bogusław, Pologne, PPE/DC  
TAMAŠUNIENĖ Rita, Lituanie, CE/AD  
VASYLENKO Lesia, Ukraine, ADLE  
WIECHEL Markus, Suède, CE/AD

---

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe  
CE/AD: Groupe des conservateurs européens et Alliance démocratique  
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen  
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts